



LES GUERRES AFRICAINES DE FRANÇOIS HOLLANDE GREGOR MATHIAS

Préface de
Jean-Louis Triaud

 *l'aube*

LES GUERRES AFRICAINES DE FRANÇOIS HOLLANDE

La collection L'Urgence de comprendre
est dirigée par Jean Viard

© Éditions de l'Aube, 2014
www.editionsdelaub.com

ISBN 978-2-8159-1047-7

Gregor Mathias

**Les guerres africaines
de François Hollande**

Préface de Jean-Louis Triaud

éditions de l'aube

Du même auteur :

Mali, une paix à gagner. Analyses et témoignages sur l'opération Serval (sous la direction de Jérôme Pâris), Lavauzelle, à paraître 2014

Centrafrique, pourquoi la guerre ?, Lavauzelle, 2014

L'Opération Serval au Mali. L'intervention française décryptée (sous la direction de Thomas Flichy de La Neuville), Lavauzelle, 2013

Les sections administratives spéciales en Algérie, entre idéal et réalité (1955-1962), L'Harmattan, 1998

David Galula. Combattant, espion, maître à penser de la guerre contre-révolutionnaire, Economica, 2012; traduit aux États-Unis sous le titre *Galula in Algeria. Counterinsurgency, Practice versus Theory*, Praeger, 2011

Préface

Nous connaissons Gregor Mathias depuis une quinzaine d'années lorsqu'il s'engagea, pour son mastère 1, dans un premier travail sur les Sections administratives spécialisées (SAS) pendant la guerre d'Algérie, une étude qui fut ensuite publiée. Les SAS apportaient un « supplément d'âme » dans une guerre impitoyable. Elles fournissaient soins médicaux et encadrement scolaire à des populations démunies, mais elles arrivaient trop tard. Elles furent d'ailleurs suspectes aux combattants des deux bords.

Cette première recherche servit de base et de fil conducteur à la suite de ses travaux. Le mastère 1 déboucha sur une thèse de doctorat soutenue récemment à Toulouse. Entre-temps, Gregor Mathias avait réalisé une série d'enregistrements d'acteurs de cette période qui sont conservés à Aix-en-Provence. De proche en

proche, il finit par s'intéresser aux théories de la « guerre contre-révolutionnaire », de la « contre-insurrection » qui furent en vogue à cette époque, montrant aussi comment les Américains vinrent puiser dans l'expérience française pour mener leurs opérations au Viet Nam.

Ainsi Gregor Mathias s'est-il préoccupé, pourrait-on dire, de causes perdues, dans les failles de la grande histoire. Ces causes perdues avaient pour point commun, dans ces cas-là, la recherche de moyens autres que la force armée pour gagner une guerre : la persuasion, l'éducation, l'attention aux civils, l'assistance concrète, la propagande, etc. Cependant, que ce soit en Algérie ou au Viet Nam, les pratiques humanitaires et les actions de contre-propagande échouèrent, comme on le sait, faute, pour leurs partisans, d'avoir compris les ressorts politiques de l'adversaire. Quand les problèmes politiques ne sont pas réglés en termes politiques, les victoires d'un moment, les bons sentiments, les beaux gestes et les techniques particulières ne peuvent les remplacer. Cette constatation nous rapproche précisément de l'objet de cet ouvrage : ces nouveaux théâtres d'opérations que sont le Mali et la Centrafrique, où les impasses qui se

dessinent, et dont on ne sait si elles pourront être surmontées aisément, soulignent à nouveau les limites de toute intervention militaire si celle-ci est conçue comme une fin en soi.

Ces nouveaux engagements sont survenus sous un président de gauche. Depuis les indépendances, l'Afrique est restée comme une plaie au flanc de la gauche française. Tandis que, avant sa victoire de 1981, cette dernière avait sévèrement condamné ce qu'il est convenu d'appeler la « Françafrique », on vit la présidence de François Mitterrand s'y adapter en douceur. Certes les réseaux n'étaient plus tout à fait les mêmes, mais l'esprit demeurait et le « pré carré » fut soigneusement préservé. Quelques inflexions significatives furent finalement données (discours de La Baule, 1990), mais c'était après la chute du mur de Berlin. Quoi qu'il en soit, les guerres du Tchad allaient occuper une bonne partie des deux mandats de François Mitterrand et donner lieu, face à la Libye de Kadhafi, à de grandes manœuvres politico-militaires, telles que la mise en place d'une ligne de défense contre les attaques libyennes, le soutien à la dictature d'Hissène Habré (1982-1990) face à ses opposants réfugiés en Libye, puis l'organisation

de son renversement par une action des services français coordonnée avec les forces du nouveau candidat intronisé, l'actuel président Idriss Déby. La Centrafrique est un autre bon exemple de ces mêmes mécanismes.

François Hollande, qui se défait précisément de cette politique africaine et s'en était tenu prudemment écarté, a été, à son tour, brusquement rattrapé par elle. Pourtant, le parti socialiste avait multiplié les réserves sur l'intervention de la force Licorne en Côte d'Ivoire. Il avait été plus consensuel sur l'intervention en Libye, mais son bureau national rappelait que « au-delà de l'intervention militaire, une feuille de route politique est indispensable pour l'avenir de ce pays et sa transition démocratique ». C'est peu dire que les socialistes, chez qui un vieux fond d'antimilitarisme et d'anticolonialisme fait partie de leur culture, ont toujours été mal à l'aise face aux interventions militaires.

Or – ce n'est pas l'un des moindres paradoxes de cette relation compliquée –, lorsque des échéances de cet ordre se présentent et que la gauche est aux affaires, le gouvernement, loin de chercher en priorité des avis et des conseils chez ses partenaires naturels: parti socialiste,

ONG, chercheurs et spécialistes civils, fonctionnaires et diplomates des ministères civils concernés (Affaires étrangères, Coopération et Développement), s'en remet directement aux militaires. C'est un réflexe institutionnel légitime en pareille circonstance, à cette différence près que l'armée est, par nature, plus à même de mettre les troupes en ordre de marche que d'élaborer des agendas politiques. Tout se passe néanmoins comme si la gauche au pouvoir, fascinée par une institution militaire qu'elle connaît mal et dont elle admire la discipline et l'efficacité, lui délègue, avec encore plus de confiance qu'un pouvoir de droite, le soin de la préparation, de la définition de la stratégie et des choix tactiques et, dans la foulée, des options politiques à appliquer sur le terrain. Dans tous les cas de figure, les présidents, de droite comme de gauche, s'en remettent aux experts militaires (état-major et services de renseignement) dont ils ratifient les analyses, n'intervenant qu'à la marge, sans qu'il existe de véritables contre-pouvoirs ou contre-expertises (seuls les articles de presse peuvent introduire du débat). Sur ces dossiers africains, la Défense dispose, en particulier, d'un avantage très net sur le Quai d'Orsay.

Ce mode de fonctionnement explique la grande continuité qui, malgré les apparences et quelques discordances, prévaut en ces matières entre les pouvoirs de droite et de gauche. La présidence de François Hollande n'a pas échappé à la règle. Mais il nous reste à comprendre ce que fut le processus de la prise de décision et si le principe de droit *Cedant arma togae*, qui rappelle la présence du pouvoir civil sur le pouvoir militaire en régime démocratique, est bien approprié lorsqu'il s'agit des dossiers africains.

Un acteur qui illustre tout particulièrement à la fois la continuité dans la relation entre pouvoir civil et pouvoir militaire et l'influence prépondérante du second dans la prise de décision sur ces dossiers, revient régulièrement dans cet ouvrage, sans que son auteur, qui ouvre de nombreuses pistes à son sujet, s'y soit attardé outre mesure puisque sa démonstration était ailleurs. On pourrait même ne pas y prêter attention, car cet acteur n'est pas sur le devant de la scène et se fond, si l'on ose dire, dans le décor, mais son parcours fait de lui l'un des hommes clés de la politique africaine de la France. Il s'agit du général Benoît Puga, général d'armée aux états de service brillants et incontestés, bien que ses

options idéologiques personnelles connues soient fort éloignées de celles du président Hollande. Cela reste d'ailleurs conforme aux règles républicaines du service de l'État, les convictions personnelles restant affaire privée. Du moins, dans ce domaine, le président n'a-t-il pas choisi un de ses amis politiques.

Laissons parler Gregor Mathias: « Lorsque les crises ont éclaté au Mali et en Centrafrique, les conseillers de François Hollande à l'Élysée ou au Quai d'Orsay n'avaient aucune stratégie à proposer pour aider ces pays africains, à part celle de mettre fin à la "Françafrique" et d'arrêter les interventions militaires. Cette vision idéaliste les condamnait à l'inaction. Le général Puga a été le seul à proposer un plan d'action cohérent à François Hollande. On voit ainsi le général Puga suggérer à François Hollande d'obtenir une lettre officielle du président malien par intérim pour rendre légale l'intervention militaire française au Mali. Au moment de la prise de décision, le général Puga, son chef d'état-major particulier, attend dans l'antichambre. Il a laissé une heure au président... »

Par une licence d'auteur, au demeurant bien informé, Gregor Mathias nous place au cœur de

l'action comme s'il y avait été présent lui-même et il poursuit : « Depuis une heure, le général Puga ne lui laissait plus le choix : il attendait dans l'antichambre sa décision, celle d'agir ou de ne pas agir. Quelle qu'elle soit, elle serait cruciale pour sa popularité en France et sa crédibilité aux yeux de ses homologues des États-Unis, d'Europe, et d'Afrique. [...] Ses conseillers spécialistes de l'Afrique étaient muets. Le Quai d'Orsay semblait davantage consacrer ses efforts à la Syrie plutôt qu'au Mali. Devant ce désert de conseils, seul le général Puga proposait un plan d'action ! »

Le général Puga est, en effet, l'homme de la situation. Il a à son actif une longue carrière africaine derrière lui. Il est de ceux qui sautent sur Kolwezi en 1978. Il intervient au Gabon en 1979, à Djibouti en 1980 et 1981, au Liban en 1982, en République centrafricaine, déjà, en 1983. En 1983-1984, il est de l'opération Manta qui barre la route à une offensive libyenne au Tchad. Il commande les troupes d'élite du 2^e REP (régiment étranger de parachutistes) entre 1996 et 1998 et dirige à ce titre l'opération Almandin à Bangui en 1996-1997, destinée à protéger le président Ange-Félix Patassé et son chef d'état-major de l'époque, le général Bozizé, aux prises

avec une mutinerie de militaires. C'est ce même François Bozizé, devenu président, que nous allons retrouver à Bangui en mars 2013, avant sa fuite au Cameroun. En 1997, le général Puga participe à la direction de l'opération Pélican pour sauver 6 000 étrangers – dont un quart de Français en difficulté –, dans Brazzaville en proie à la guerre civile. Il est au Tchad en 2008 pour sécuriser l'aéroport de N'djamena et aider le régime d'Idriss Déby, proche de la déroute, à repousser les rebelles venus du Soudan. Le général Puga a donc l'expérience de tous les terrains africains sensibles.

Commandant de la Direction du renseignement militaire (DRM) en juillet 2008, il est nommé, le 5 mars 2010, chef d'état-major particulier du président de la République Nicolas Sarkozy. C'est lui qui, à ce titre, suit de près les opérations françaises en Libye et en Côte d'Ivoire en 2011. C'est lui que, devenu président, François Hollande garde à ses côtés.

Comme il a été souligné, le général Puga a remis « clefs en mains » au président Hollande les plans des opérations au Mali et en Centrafrique préparés par l'état-major et les services de renseignement (DGSE et DRM). Dans le cas du Mali,

ces plans étaient d'ailleurs prêts depuis plusieurs mois. Ainsi avait-il déjà, en vain, proposé une intervention dans le nord du Mali contre Aqmi au président Sarkozy qui, trop occupé avec les retombées de l'affaire libyenne, avait alors refusé. Les guerres du président Hollande sont donc aussi celles du général Puga, même s'il est naturel que le président de la République, chef des armées, en assume toute la responsabilité. L'armée, dans ces affaires, a donc été la seule institution de la République à proposer au pouvoir exécutif des solutions et des plans d'action cohérents, aussi bien en matière militaire que politique. Elle a d'ailleurs été la seule écoutée. On doit s'interroger sur ce qui peut apparaître, et cela de longue date, comme un monopole du ministère de la Défense sur la politique africaine de la France. On doit sans doute à François Mitterrand cette dévolution privilégiée des affaires africaines aux militaires, qui venait prendre la suite d'un système précédent honni par la gauche, celui des réseaux Foccart directement branchés, eux, sur le parti gaulliste et la présidence de la République.

L'expertise militaire, fondée sur des rapports de terrain et la collecte de renseignements, ne manque assurément pas de qualités. C'est son

monopole qui peut poser problème. Sur le Mali, il conviendra de s'interroger, par exemple, sur le choix qu'avaient fait les experts militaires de soutenir le MNLA, émanation d'une partie des Touaregs des Ifoghas, pour combattre Aqmi. Ces prévisions furent déjouées. C'est le MNLA qui a lancé les opérations sur les villes de la boucle du Niger (Tombouctou, Gao) avant de se faire voler cette victoire par les différents groupes djihadistes plus forts que lui qui ont alors voulu pousser leur avantage en direction de Mopti et de Bamako, déclenchant ainsi l'intervention française. La question politique posée par ceux des Touaregs qui sont sur des positions indépendantistes et séparatistes (ce qui n'est pas le cas de tous les Touaregs) reste pendante et, même issu d'élections régulières, le pouvoir malien reste, de son côté, très fragile. Le moment de peur passé à Bamako, et après les acclamations unanimes, les Français, suspects de complaisance envers le MNLA auquel ils ont laissé le contrôle de Kidal, deviennent encombrants. Si la gestion militaire de la crise a été pleinement réussie, même si des groupes armés restent menaçants aux limites du vaste périmètre sécurisé, la gestion politique, elle, reste fort délicate.

Le cas de la Centrafrique, moins bien connu dans l'opinion, est finalement assez différent de celui du Mali. Cela tient aux relations très particulières que la France a entretenues avec ce pays depuis son indépendance. Ces relations pèsent lourdement sur la situation contemporaine. La Centrafrique doit ce triste privilège à sa position stratégique, en arrière du Tchad, plus qu'à son intérêt économique actuel, qui est négligeable (en dépit de ses ressources faiblement exploitées en uranium, or, diamants et pétrole). Zone de contact entre plusieurs Afriques (sahélienne et forestière, anglophone et francophone, islamisée et non islamisée), elle a longtemps servi de base de surveillance française face aux Soviétiques et aux Libyens.

Ces relations franco-centrafricaines pendant un demi-siècle illustrent un double échec : celui de la classe politique centrafricaine, déchirée entre les ressortissants du fleuve et ceux de l'intérieur du pays, qui a fait la preuve répétée de son incapacité à construire un État et de sa mal-gouvernance, et celui de la France qui n'a cessé d'intervenir dans son ancienne colonie afin de soutenir ou de contrer tel ou tel candidat au pouvoir. En retour, chaque candidat, comme au temps des guerres

du Tchad, n'avait de cesse d'être adoubé par Paris. Ainsi vit-on successivement défilér, avec la participation active, ou la caution implicite, des autorités françaises, une série de présidents centrafricains, principalement des militaires, dont les coups d'État ont ponctué l'histoire récente du pays. On n'omettra pas de rappeler, à cette occasion, la part indirecte que certaines affaires centrafricaines ont prise dans la défaite d'un président de la République française, sorte d'effet boomerang de cette relation particulière.

Revenons au point de départ. Après la mort accidentelle de Barthélemy Boganda, le « père de la nation », en 1959, une guerre de succession s'ensuivit. Les autorités françaises soutinrent David Dacko, le cousin du défunt, contre Abel Goumba, le président du gouvernement par intérim, qui se présentait comme l'héritier spirituel du défunt. Devenu ensuite agrégé de médecine et fonctionnaire international, Abel Goumba fut aussi l'éternel candidat opposant, éternel battu, aux élections présidentielles suivantes. En 1966, un autre cousin de David Dacko, Jean-Bedel Bokassa, chef d'état-major, profita d'une tentative de coup d'État par la gendarmerie pour imposer son propre pouvoir.